



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Session Plénière des 29 et 30 juin 2017

Intervention de Véronique PEAN

Rapport N° 17.02.05 Rapport sur la compétitivité de l'agriculture sur le territoire avec volet sur la transition énergétique.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers régionaux,

L'intitulé de ce rapport est alléchant : donner à l'agriculture régionale les moyens de rester compétitive et faire de la Région un territoire pionnier et exemplaire pour la transition agro écologique.

Rester compétitive dites-vous ? L'est-elle seulement aujourd'hui... Avant de réfléchir à ce que l'agriculture régionale reste compétitive, il faudrait peut-être faire en sorte qu'elle le devienne. La question n'est pas évoquée dans ce rapport et rien n'est prévu par exemple pour compenser les effets dévastateurs de la concurrence déloyale intra et extra européenne.

Devenir un territoire pionnier et exemplaire, j'adhère au projet. Toutefois il conviendrait qu'il ne se limite pas à la seule transition agro écologique qui est souhaitable, sans doute, mais qui ne pourra pas être dans des territoires dépeuplés et sous-équipés.

La situation des campagnes n'est pas bonne, ce n'est un secret pour personne. Pourtant en matière agricole, nous disposons d'atouts extraordinaires : richesses naturelles, savoir-faire humains exceptionnels, production de haute qualité. Toutefois on constate une réalité de plus en plus angoissante.

L'illustration la plus souvent citée est l'appauvrissement au long cours ; tout le monde sait maintenant que la moitié des agriculteurs a gagné moins de 350 € par mois en 2015, malgré tous leurs efforts d'adaptation et de modernisation. D'autres indicateurs donnent l'alerte : les suicides, la baisse du nombre d'exploitations...et jusqu'à la mauvaise qualité de l'alimentation de masse.

De nombreux dispositifs sont mis en place pour enrayer la décadence mais les résultats ne sont pas à la hauteur de nos espérances, et l'agriculture régionale est en crise comme l'agriculture nationale.

L'agriculture est un aspect des choses. Au-delà, il y a toute la question de la ruralité. Et celle-ci n'est pas confrontée qu'aux seuls problèmes économiques de la production agricole et du tourisme vert.

Je crois qu'on ne peut pas déconnecter le dossier « agricole » du dossier « ruralité »



I

Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

2, Place Sainte Croix - 45000 ORLEANS

grpfn@grp.regioncentre.fr

fn-regioncentre.fr

Des questions sociales et environnementales spécifiques se posent en zones rurales et doivent trouver des réponses pertinentes, en cohérence avec le développement économique et en même temps !

Les questions sociales, c'est-à-dire les conditions de vie à la campagne, celles des agriculteurs et de leur famille et celles de tous les autres habitants... Ce n'est plus uniquement affaire de développement économique, d'emploi, de formation professionnelle ou de rémunération. C'est la vie à la campagne en elle-même qui doit être désirable et attractive. Il faut y organiser le désenclavement et la mobilité, y assurer le maintien des services publics, garantir l'accès à la santé, au téléphone mobile et au Très Haut Débit...

Les questions environnementales elles aussi doivent être considérées autrement que par le prisme d'une écologie intellectualisée. Dans le maintien de la biodiversité, l'entretien des paysages, celui du patrimoine naturel mais aussi le patrimoine bâti, la gestion de l'eau, les ruraux jouent un rôle majeur mais ils sont d'emblée présumés « coupables » ; le manque de reconnaissance de leur contribution au bien-être général est une injustice et une erreur de jugement.

Toutes les politiques régionales ont un volet plus ou moins dédié à la ruralité – je dis « plus ou moins » car ce n'est pas toujours très net. Ainsi le dispositif ID en campagne qui a été, contre notre avis, élargi aux communes urbaines.

Les procédures de soutien mises en place par la Région sont complexes, ses interventions illisibles, dispersées qu'elles sont dans différentes politiques, disséminées et parfois incohérentes, quand nous proposons le développement par le numérique dans des zones qui n'ont même pas de couverture mobile, ou inadaptées quand nous pensons compenser la disparition d'une desserte de transports en commun en installant des parkings de covoiturage.

Pour y remédier, nous proposons d'établir une « politique de la campagne » à part entière, qui aura pour objectif de *faire* converger et mettre en synergie toutes les initiatives à vocation agricole et rurale, *non pas au profit de concepts abstraits mais dans l'intérêt direct et concret des personnes, des entreprises et des territoires qui constituent, valorisent et animent plus de la moitié de notre territoire.*

Nous vous suggérons la création de cette politique régionale spécifique qui mettrait l'agriculture et la ruralité au rang d'enjeu stratégique pour la Région.